



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERNANDEZ BERNARD

ZA La Palu (Le Petit Pouillet)
33240 Cubzac-Les-Ponts

Références : 26-314
Code AIOT : 0100312066

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2026 dans l'établissement FERNANDEZ BERNARD implanté 17 RUE BLANQUI 33150 Cenon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'opération "Territoire Propre" menée avec la brigade de gendarmerie de Saint-André-de-Cubzac au sein de la zone artisanale La Palu.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERNANDEZ BERNARD
- 17 RUE BLANQUI 33150 Cenon
- Code AIOT : 0100312066

- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Bernard FERNANDEZ (RECYCLE PALETTE) réalise une activité de tri, transit, regroupement de déchets de palettes, bois, cartons, ferrailles, plastiques et batteries.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative - Rubrique 1532 (stockage de bois)	Code de l'environnement du 08/04/2026, article Annexe au R.511-9	Sans objet
2	Situation administrative - Rubriques "déchets"	Code de l'environnement du 08/04/2026, article Annexe au R.511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, le site n'est pas une installation classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - Rubrique 1532 (stockage de bois)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/04/2026, article Annexe au R.511-9	
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 1532	
Prescription contrôlée :	
Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :	
1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m ³	(A-1)
2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m ³	(E)
b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	(D)»

Constats :

L'exploitant indique réaliser une activité de tri, transit, regroupement de palettes usagées.

Le nombre maximal de palettes susceptibles d'être entreposées sur le site est d'environ 300, représentant un volume d'au plus 40 m³.

Ce volume est inférieur au seuil de la rubrique 1532-1 et 1532-2-b).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative - Rubriques "déchets"

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/04/2026, article Annexe au R.511-9

Thème(s) : Situation administrative, Rubriques 2711, 2713, 2714, 2718

Prescription contrôlée :**Rubrique 2711 :**

Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719

Le volume susceptible d'être entreposé étant :	
1. Supérieur ou égal à 1000 m ³	(E)
2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	(DC)

Rubrique 2713 :

Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.

La surface étant :	
1. Supérieure ou égale à 1 000 m ² ;	(E)
2. Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ² .	(D)

Rubrique 2714 :

Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719

Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :	
1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ ;	(E)
2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	(D)

Rubrique 2718 :

Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.

La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :	
1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	(A-2)
2. Autres cas	(DC)

A (autorisation), E (enregistrement, DC (déclaration avec contrôle périodique)

Constats :

L'exploitant indique entreprendre prochainement des activités de tri, transit, regroupement de déchets de cartons, ferrailles, plastiques et batteries.

Le jour de l'inspection, l'activité n'a démarré que très partiellement. En conséquence, l'ensemble des stockages qui ont été vus ont des volumes/surfaces/quantités inférieurs aux seuils des rubriques susmentionnées.

Pour information de l'exploitant, le développement de l'activité peut mener à dépasser certains seuils de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) (liste de rubriques susmentionnées non exhaustive).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre la position de son activité vis-à-vis la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et en particulier vis-à-vis des rubriques 2711, 2713, 2714 et 2718. Les volumes/surfaces/quantités qui doivent être pris en compte sont ceux en lien avec l'activité maximale du site (volumes et quantités maximaux susceptibles d'être entreposés / surfaces maximales susceptibles d'être occupées).

Le cas échéant, si un seuil est dépassé, l'exploitant doit réaliser une déclaration en ligne sur le site internet : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920>

Type de suites proposées : Sans suite